

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 9 mars 1987

La séance est ouverte à 11 heures.

Prières

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

TÉLÉGLOBE CANADA

DÉPÔT DU PLAN D'ENTREPRISE DE 1987

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, conformément à l'article 67 du Règlement et au nom de la ministre d'État chargée de la Privatisation (M^{me} McDougall), j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le plan d'entreprise de 1987 pour Télélobe Canada.

* * *

PÉTITIONS

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 106(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement aux pétitions n^{os} 332-488, 332-499, 332-521 et 332-643.

* * *

LA JOURNÉE DU COMMONWEALTH

CÉLÉBRATION DE L'ANNIVERSAIRE

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous fêtons aujourd'hui la Journée du Commonwealth, qui, cette année, revêt une importance particulière pour le Canada.

En octobre, dans votre propre ville de Vancouver, monsieur le Président, nous serons les hôtes de la prochaine rencontre des chefs de gouvernement des pays membres du Commonwealth. Dans cette même tradition internationaliste, le Canada accueillera également le deuxième sommet franco-Canada à Québec, en septembre. Il s'agit là pour le Canada de deux réunions de famille qui, d'une part, nous rappellent nos origines et les traditions qui ont forgé notre pays unique en son genre et qui, d'autre part, nous aident également, en tant que familles fortes et essentielles, à exercer une nouvelle influence

et à élargir nos perspectives d'avenir dans un monde en pleine évolution.

Il a déjà été de bon ton d'être nostalgique au sujet du Commonwealth. A l'heure actuelle, il s'agit de l'une des associations les plus pertinentes et les plus efficaces dont le Canada fait partie. Sous ses auspices, nous participons à la mise en valeur des ressources maritimes dans les Antilles et le Pacifique Sud; à la coopération technique en Asie et en Afrique; à l'octroi de bourses d'études et à la recherche sur les six continents; à la coopération, à Genève, dans le domaine du commerce international; et au dialogue permanent entre les pays, des plus pauvres aux plus modernes.

A Chittagong, au Bangladesh, le mois dernier, j'ai rencontré un Canadien qui avait participé au premier projet canadien, dans le cadre du Plan Colombo. Ce fut le début de notre programme d'aide extérieure et c'est à partir de là également, que nous nous sommes bâtis, parmi les pays en voie de développement du monde, la réputation d'être une puissance moderne et digne de confiance.

[Français]

Monsieur le Président, ces deux dernières années, le Canada s'est servi du forum que représente le Commonwealth pour exercer une pression efficace contre le mal de l'apartheid en Afrique du Sud. Je veux saisir l'occasion que m'offre la Journée du Commonwealth pour faire rapport au Parlement des entretiens tout récents du premier ministre (M. Mulroney) en Afrique, ainsi que de mes propres rencontres avec certains de nos partenaires du Commonwealth en Grande-Bretagne et en Asie, et des consultations qui ont eu lieu entre la ministre des Relations extérieures (M^{me} Landry) et le ministre d'État (Immigration) (M. Weiner) avec les représentants de plusieurs gouvernements d'Afrique Australe.

Le Canada a contribué très activement à lancer les travaux du groupe de personnalités éminentes, et à mettre au point la première série de sanctions du Commonwealth contre l'Afrique du Sud. Nous avons appliqué toutes les sanctions et toutes les mesures adoptées par le Commonwealth à Nassau et à Londres. Le premier ministre joue d'ailleurs à cet égard un rôle de premier plan parmi les chefs de gouvernement, à la fois à titre personnel et en tant que président de la réunion de Vancouver.

C'est dans cet esprit qu'il a rencontré aux chutes Victoria, en janvier, les leaders de trois pays du Commonwealth, membres des États de la ligne de front: le président Kaunda de Zambie, le premier ministre Mugabe du Zimbabwe et le président Masire du Botswana. Il a constaté de lui-même le danger que présente pour des économies fragiles la violence inhérente